Les entreprises, sommées d'établir leur "plan de sobriété" énergétique

Elisabeth Borne a appelé, devant le Medef, à la "responsabilité collective" en matière d'économies d'énergie, réclamant à chaque entreprise d'établir son propre "plan de sobriété" dès septembre 2022.

Temps de lecture : minute

---

29 août 2022

Très attendu par les entrepreneurs, le discours d'Elisabeth Borne lors de la Rencontre des entrepreneurs de France ce lundi 29 août 2022 a été marqué par un appel à l'action collective. "*L'heure n'est plus aux demi-mesures, l'heure n'est plus au chacun pour soi, l'heure est à la responsabilité collective*" , a affirmé la Première ministre devant les patrons français.
Pour "*surmonter le risque de pénurie de gaz cet hiver, atténuer le dérèglement climatique,* (...) *nous devons agir plus vite et plus fort*" , a-t-elle ajouté, en invitant Etat, entreprises et particuliers à "*préférer les économies choisies plutôt que les coupures subies*". Elle a exhorté à cet égard les entreprises à établir en septembre des "plans de sobriété" énergétiques, consistant à réduire les consommations de 10 % sur deux ans, afin d'éviter que le gouvernement n'impose des "*baisses de consommation*".

Première cible

Un premier bilan de ces plans sera tiré "*début octobre*". Car "*si chacun ne prend pas sa part, ou que toutes les hypothèses défavorables se conjuguaient*" , comme l'arrêt total des approvisionnements en gaz de la

Russie, "*nous serions amenés à imposer des baisses de consommation*" , a-t-elle prévenu.
Et "*si nous devions en arriver au rationnement, les entreprises seraient* (...) *les premières touchées*" , a précisé Elisabeth Borne. Pour réduire l'impact d'un éventuel rationnement, le gouvernement réfléchit par ailleurs avec les entreprises à un "*marché d'échange de droits à consommer*".
Côté particuliers, elle a souligné que chacun économiserait l'énergie "*compte tenu de ses moyens*" car "*les Français en précarité énergétique ne sont pas ceux qui devront encore faire des efforts*". Elle a aussi détaillé sa méthode en matière de planification écologique, avec le lancement en septembre de discussions dans trois secteurs : les forêts, l'eau et la production d'énergie décarbonée, c'est-à-dire le nucléaire et les énergies renouvelables, et "un tableau de bord" de suivi.

Les entreprises, moteur de la transition

Considérant que la transition écologique est aussi une "*opportunité*" pour les entreprises en matière d'innovation et d'emploi, elle a rappelé les gestes du gouvernement en leur faveur, comme les baisses des impôts de production, et leur a demandé d'agir "*résolument*" pour notamment "*engager les négociations salariales nécessaires*" et "*investir sur tous les freins d'accès au travail*" comme la mobilité.
"*Nous devons collectivement entrer dans une croissance sobre*" , avait reconnu, avant la cheffe du gouvernement, le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, promettant que les entreprises "*feront leur part*" et incitant le gouvernement à "*faire confiance aux entreprises*".
C'est l'Etat qui a engrangé le plus de super profits cette année, a aussi affirmé Geoffroy Roux de Bézieux, opposé à ce que ces bénéfices soient taxés comme l'avait évoqué Elisabeth Borne. Cette dernière lui a rétorqué, devant l'organisation patronale, qu'il n'y a "*pas de surper profits du côté de l'Etat*".

Article écrit par Maddyness, avec AFP